

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 JUIN 1926.

Budget

DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'HYGIÈNE
POUR L'EXERCICE 1926 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. PUSSEMIER.

MESSIEURS,

I.

Le projet de loi transmis par le Sénat à la Chambre et qui contient le budget du Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène pour l'exercice 1926 a recueilli les votes suivants après l'examen qui en a été fait par les sections :

- 1^{re} section : 41 oui, 2 non, 1 abstention ;
- 2^{me} section : 5 — , 5 — ;
- 3^{me} section : 40 — , 1 — ;
- 4^{me} section : 14 — , 2 — ;
- 5^{me} section : 13 — , 3 abstentions ,
- 6^{me} section : 6 — , 1 non.

II.

Au cours des séances consacrées par les sections et par la Commission spéciale à l'examen du projet de loi, des membres ont discuté :

1° Si la date des élections communales devait être maintenue au deuxième dimanche d'octobre comme le stipule l'article 1 des lois des 12 septembre 1895 et 19 février 1921 ;

(1) Budget, n° 4vr.

(2) La Commission, présidée par M. Lemonnier, était composée :

1° des membres de la Commission de l'Intérieur, de l'Enseignement, des Sciences et des Arts : MM. Blavier, Bouchery, Cocq, Declercq, Desagheer, Destrée, Doms, Evelde (Joseph),

Le présent rapport n° 374, a été distribué le 1^{er} juillet 1926,
(Art. 4 de la résolution de la Chambre, relative à l'examen
des budgets).

Hubin, Fischer,

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 JUIN 1926.

Budget

DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'HYGIÈNE
POUR L'EXERCICE 1926 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. PUSSEMIER.

MESSIEURS,

I.

Le projet de loi transmis par le Sénat à la Chambre et qui contient le budget du Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène pour l'exercice 1926 a recueilli les votes suivants après l'examen qui en a été fait par les sections :

- 1^{re} section : 11 oui, 2 non, 1 abstention ;
- 2^{me} section : 5 — , 5 — ;
- 3^{me} section : 10 — , 1 — ;
- 4^{me} section : 14 — , 2 — ;
- 5^{me} section : 13 — , 3 abstentions ;
- 6^{me} section : 6 — , 1 non.

II.

Au cours des séances consacrées par les sections et par la Commission spéciale à l'examen du projet de loi, des membres ont discuté :

1° Si la date des élections communales devait être maintenue au deuxième dimanche d'octobre comme le stipule l'article 1 des lois des 12 septembre 1895 et 19 février 1921 ;

(1) Budget, n° 4vi.

(2) La Commission, présidée par M. Lemonnier, était composée :

1° des membres de la Commission de l'Intérieur, de l'Enseignement, des Sciences et des Arts : MM. Blavier, Bouchery, Coeq, Declercq, Desaegher, Destrée, Doms, Heyman, Melckmans, Merlot, Ramaekers, Rombauts, Siffer, Vandevelde (Joseph), Van Isacker.

2° de six membres nommés par les sections : MM. Fieullien, Hubin, Fischer, Debruyne (René), Merlot, Pussemier.

2° Si l'obligation que le code électoral impose aux administrations communales de publier annuellement la liste complète des électeurs généraux, provinciaux et communaux devait être maintenue rigoureusement ou si la publication intégrale ne devait être conservée que pour les listes dont il serait fait usage au cours d'élections normales ;

3° S'il était nécessaire de compléter la loi du 1^{er} mars 1922 relative aux associations de communes dans un but d'utilité publique pour soumettre les nominations à faire par ces associations aux mêmes restrictions que celles qui sont décrétées par l'article 68 de la loi communale et par les articles 64, 65, 66 des lois coordonnées relatives aux élections communales.

Votre Commission spéciale a décidé que le rapport qui vous serait adressé ne développerait pas les questions qui sont indiquées ci-dessus, parce que la Chambre a déjà transmis au Sénat une proposition de loi modifiant la date des élections communales, qu'une proposition de loi concernant l'impression des listes électorales a recueilli l'avis favorable de la Commission permanente de l'Intérieur et qu'une proposition de loi complétant la loi du 1^{er} mars 1922 a été déposée sur le bureau de la Chambre.

III.

L'étude de certaines dispositions de la législation électorale a plus longtemps retenu l'attention de votre Commission spéciale.

1. L'article 139 du Code électoral stipule que si une section de vote ne peut compter moins de 150 électeurs, ce chiffre peut être porté à 600. En général, les administrations communales groupent 600 électeurs dans un même bureau de vote.

La réunion d'un nombre aussi important de citoyens dans une section n'offre pas d'inconvénients aussi longtemps qu'il ne s'agit, même en cas d'élection simultanée pour la Chambre et le Sénat, que des opérations de vote.

Il n'en est plus toujours ainsi quand il s'agit du recensement des bulletins qui ont été déposés dans les urnes.

Les présidents de trois sections de vote sont réunis pour former un bureau de dépouillement et ils vérifient tous les bulletins recueillis dans leurs sections respectives.

Votre Commission spéciale, se basant sur l'expérience fournie par les dernières élections générales de 1925, estime que le travail supplémentaire qui est imposé aux membres des bureaux de dépouillement dans les grands arrondissements, par exemple dans ceux d'Anvers, de Bruxelles, de Charleroi, de Gand et de Liège est excessif. Chaque liste de candidats comprend de nombreuses personnalités ; les listes présentées sont nombreuses ; la recherche des votes de préférence fatigue l'attention à l'extrême ; les chances d'erreurs se multiplient ; votre Commission demande au Gouvernement d'examiner si le dépouillement du scrutin, qui toujours s'effectue aux chefs-lieu des cantons, ne pourrait, à l'avenir, être confié à des personnalités qui n'ont pas assumé la présidence d'un bureau de vote.

2. Depuis 1910, le Code électoral, par son article 143, appelle à la présidence des bureaux de vote et donc à la formation des bureaux de dépouillement des personnalités qui sont présumées connaître les lois.

Dans chaque circonscription électorale la composition du bureau principal n'est pas entourée de garanties analogues. Ce bureau principal est, certes, présidé par un président de tribunal de première instance, mais les quatre assesseurs qui

l'entourent sont les électeurs les moins âgés de la section de vote que ce même bureau principal a dirigée. L'âge seul intervient dans la désignation de l'électeur assumé.

Or, déjà depuis l'organisation de la représentation proportionnelle et surtout depuis le vote de l'apparentement, le bureau principal doit trancher d'importantes questions de droit et vérifier de nombreux calculs.

Le président du bureau a, certes, le droit, en vertu de l'article 189 du Code électoral, d'assumer des calculateurs pour assister le bureau dans les opérations du recensement; mais ces techniciens n'opèrent que sous la surveillance du bureau.

Votre Commission spéciale, se basant encore une fois sur les difficultés qui ont surgi au cours de la vérification du résultat des élections générales de 1925, estime que la désignation des assesseurs du bureau principal en tenant exclusivement compte de l'âge de l'électeur se justifiait jadis. Elle estime que le Gouvernement devrait examiner si la formation des bureaux dont il est question ne devrait pas être à l'avenir entourée des mêmes garanties que celles qui accompagnent la nomination des présidents des sections de vote.

3. Des membres de la Commission ont critiqué les dispositions de la loi électorale communale.

Ils estiment :

a) Que le « quorum » requis pour qu'une liste de candidats puisse au cours d'une élection participer à la répartition des mandats qui sont à conférer, n'est pas suffisamment élevé.

b) Qu'après la vérification de leurs pouvoirs, les conseillers qui ont été présenté au corps électoral sur des listes distinctes ne devraient pouvoir s'associer au sein du Conseil que si les groupes auxquels ils appartiennent détiennent un certain nombre des mandats qui furent conférés. En d'autres termes, il ne faudrait pas que l'unique représentant d'un parti au sein d'un conseil qui comprend d'autres partis dont les forces sont égales, puisse à son gré donner sa majorité à l'un ou à l'autre des groupes qui forment le conseil. L'administration de la commune devrait être confiée aux élus des groupes qui représentent des tendances qui sont défendues par des forces électorales importantes existant au sein de la commune.

3. Que l'article 79 de la loi communale devrait être modifié afin de conférer aux députations permanentes des conseils provinciaux le droit de vérifier les pouvoirs des conseillers communaux suppléants qui sont appelés à exercer le mandat délaissé par un conseiller communal.

Votre Commission spéciale se borne à vous communiquer les observations qui ont été présentées.

IV.

La situation financière des communes a fait l'objet des observations suivantes :

Un membre a fait remarquer que si la part qui est attribuée aux communes dans le produit de l'impôt sur les revenus procure à un grand nombre d'administrations des ressources qui sont suffisantes, et que dans ces communes l'équilibre budgétaire est assuré mais que la perception par l'État de la totalité de de l'impôt qui amène nécessairement un retard dans la remise au Crédit communal de la part communale, entraîne pour toutes les communes des difficultés de Trésorerie.

Votre Commission estime que l'observation est fondée.

Elle ne croit cependant pas devoir indiquer les modifications qui devraient être apportées aux dispositions de la loi organique de l'impôt sur les revenus à raison des événements qui se sont produits pendant l'intervalle qui s'est écoulé entre la discussion en Commission du projet de loi et le dépôt du rapport qui vous est adressé.

Un autre membre a critiqué le retard que le Gouvernement apportait à l'approbation de taxes votées par les conseils communaux.

Votre Commission estime que lorsque un conseil communal décide une nouvelle fois la levée pure et simple d'une taxe dont la perception a déjà été autorisée, les enquêtes préalables auxquelles procèdent les pouvoirs supérieurs ne devraient être itérativement entreprises que si la décision nouvelle prise par le conseil avait fait l'objet de réclamations de la part des contribuables.

V.

Un membre a signalé que les administrations communales avaient pu faire exécuter de nombreux travaux améliorant la situation hygiénique des communes parce que l'État avait, jusqu'en 1925, alloué pour ces travaux un subside égal au tiers de la dépense qui était effectuée. Il a affirmé qu'en 1925 des subsides ont été refusés pour l'exécution de travaux et, que dans les cas où ils ont été accordés, le subside alloué a été inférieur au tiers de la dépense qui a été engagée.

Des renseignements fournis à votre rapporteur il résulte que les règles sur lesquelles la répartition des subsides est basée ont été modifiées en 1925.

Le Ministre de l'Intérieur a décidé, d'abord, que les subsides ne seraient alloués que pour les travaux dont l'utilité n'est pas discutable et dont l'exécution immédiate s'impose et, ensuite, qu'un subside ne serait alloué que si un refus d'intervention de la part de l'État empêcherait toute exécution du travail envisagé parce que le pouvoir communal perçoit tous les impôts qu'il peut raisonnablement demander au contribuable.

Étant donné la situation financière du pays, votre Commission a le regret de ne pouvoir demander au gouvernement d'appliquer de nouveau à l'avenir les principes qui ont régi avant 1925 la répartition des subsides.

VI.

Un membre reproduisant les arguments qu'il avait fait valoir en faveur d'une majoration du subside alloué aux œuvres de l'Enfance et résumant les critiques qui ont récemment été présentées au Sénat contre la réduction de 4 millions de ce crédit au budget de 1926, a demandé que ce crédit soit maintenu au chiffre de 14,287,500 francs qui a été alloué pour l'exercice 1925.

La proposition de majoration du crédit a été repoussée par 6 voix contre 4 et une abstention.

VII.

Un membre a demandé pourquoi le Gouvernement avait décidé de limiter son intervention dans la lutte qui a été entreprise contre la diffusion des maladies vénériennes en se bornant à subsidier les dépenses qui sont faites pour traiter les syphilitiques, tandis que le traitement des malades atteints de blennorrhagie

demeure complètement à la charge des dispensaires qui leur donnent des conseils et des médicaments.

La note suivante a été communiquée par M. le Ministre à votre rapporteur :

« La lutte entreprise contre la propagation des maladies vénériennes a eu d'excellents effets en ce qui concerne la syphilis, et a été inefficace pour la blennorragie.

A. — *Syphilis.*

I. Le nombre de syphilitiques traités aux frais de l'Etat, qui était de 0.43 p. c. de la population en 1920, est descendu à 0.06 p. c. en 1924.

II. La proportion des contaminations récentes par rapport au nombre total de malades traités — proportion qui constitue le meilleur critère pour apprécier la marche de l'endémie syphilitique — est tombée de 25 p. c. (1919-1920) à 6.07 (1924).

B. — *Blennorragie.*

L'échec de la campagne antiblennorragique est dû, en ordre principal, à ce fait qu'il n'existe pas, à l'heure actuelle, de remède spécifique de cette maladie.

Se basant sur ces données, le département, conformément aux conclusions du rapport du Conseil supérieur d'hygiène publique, a pris les dispositions restrictives suivantes :

1° pour la syphilis, depuis le 1^{er} janvier 1926, seuls les établissements agréés (qui tous restent en activité), peuvent prescrire aux frais de l'Etat les remèdes spécifiques ; cette faculté est retirée aux médecins non agréés. La situation n'est pas encore assez brillante pour justifier des restrictions plus considérables ;

2° depuis le 1^{er} octobre 1925, toute intervention de l'Etat dans les frais de traitement de la blennorragie a été supprimée. »

Votre Commission décide par dix voix contre une abstention de proposer à la Chambre d'adopter le projet de loi tel qu'il a été transmis par le Sénat.

Le Rapporteur,

LIONEL PUSSEMIER.

Le Président,

MAURICE LEMONNIER.



(6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 30 JUNI 1926.

Begrooting

van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid voor het dienstjaar 1926 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER PUSSEMIER.

MIJNE HEEREN,

Over het wetsontwerp, dat door den Senaat aan de Kamer werd overgemaakt en dat de begrooting inhoudt van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid voor het dienstjaar 1926, werd na het onderzoek in de afdeelingen op de volgende wijze gestemd :

- 1^{de} afdeeling : 11 voor, 2 tegen, 1 onthouding ;
- 2^{de} afdeeling : 5 — , 5 — ;
- 3^{de} afdeeling : 10 — , 1 — ;
- 4^{de} afdeeling : 14 — , 2 — ;
- 5^{de} afdeeling : 13 — , 3 onthoudingen ;
- 6^{de} afdeeling : 6 — , 1 tegen.

II.

In de vergadering door de afdeelingen en door de Bijzondere Commissie aan het onderzoek van het wetsontwerp gewijd, hebben de leden besproken :

1^o Of de datum van de gemeenteverkiezingen moest behouden blijven op den tweeden Zondag van October, zooals artikel 1 van de wetten van 12 September 1893 en van 19 Februari 1921 het bepalen ;

2^o Of de verplichting, die het Kieswetboek aan de gemeentebesturen oplegt jaarlijks de volledige lijst van de algemeene, provinciale en gemeentelijke kiezers te publiceren, streng moest geandhaaft blijven ofwel of de volledige openbaar-

(1) Begrooting, n^o 4v.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Lemonnier, bestond uit :

1^o De leden van de Commissie voor Binnenlandsche Zaken, het Onderwijs, de Kunsten en Wetenschappen : de heeren Blavier, Bouchery, Declercq, Desaegher, Destrée, Doms, Heyman, Melchior, Rombauts, Siffer, Vandeveldt (Joseph) ...

2^o Zie ...

bin, Fischer,

Dit verslag, n^o 374, werd rondgedeeld op 1^{ste} Juli 1926.
(Art. 4 der beslissing van de Kamer betreffende het onderzoek der Begrootingen).

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 30 JUNI 1926.

Begrooting

van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid voor het dienstjaar 1926 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER PUSSEMIER.

MIJNE HEEREN,

Over het wetsontwerp, dat door den Senaat aan de Kamer werd overgemaakt en dat de begrooting inhoudt van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid voor het dienstjaar 1926, werd na het onderzoek in de afdeelingen op de volgende wijze gestemd :

- 1^{ste} afdeeling : 11 voor, 2 tegen, 1 onthouding ;
- 2^{de} afdeeling : 5 — , 5 — ;
- 3^{de} afdeeling : 10 — , 1 — ;
- 4^{de} afdeeling : 14 — , 2 — ;
- 5^{de} afdeeling : 13 — , 3 onthoudingen ;
- 6^{de} afdeeling : 6 — , 1 tegen.

II.

In de vergadering door de afdeelingen en door de Bijzondere Commissie aan het onderzoek van het wetsontwerp gewijd, hebben de leden besproken :

1^o Of de datum van de gemeenteverkiezingen moest behouden blijven op den tweeden Zondag van October, zooals artikel 1 van de wetten van 12 September 1893 en van 19 Februari 1921 het bepalen ;

2^o Of de verplichting, die het Kieswetboek aan de gemeentebesturen oplegt jaarlijks de volledige lijst van de algemeene, provinciale en gemeentelijke kiezers te publiceren, streng moest gehandhaafd blijven ofwel of de volledige openbaar-

(1) Begrooting, n^o 471.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Lemonnier, bestond uit :

1^o De leden van de Commissie voor Binnenlandsche Zaken, het Onderwijs, de Kunsten en Wetenschappen : de heeren Blavier, Bouchery, Cocq, Declercq, Desagheer, Destrée, Doms, Heyman, Melckmans, Merlot, Ramaekers, Rombauts, Siffer, Vandevelde (Joseph), Van Isacker.

2^o Zes leden door de Afdeelingen benoemd : de heeren Picullien, Hubin, Fischer, Debruyne (René), Merlot, Pussemier.

making slechts moest gedaan worden voor de lijsten waarvan zou gebruik gemaakt worden voor normale verkiezingen;

3^o Of het noodig was de wet van 1 Maart 1922 aan te vullen betreffende de vereenigingen van gemeenten tot algemeen nut om de benoemingen door deze gemeenten te doen, te onderwerpen aan dezelfde beperkingen als deze welke zijn verordend door artikel 68 van de gemeentewet en door de artikelen 64, 65 en 66 van de samengeordende wetten op de gemeenteverkiezingen.

Uwe bijzondere Commissie heeft beslist dat in het verslag dat u zou voorgelegd worden hooger aangeduide vraagstukken niet zouden behandeld worden, omdat de Kamer aan den Senaat reeds een wetsvoorstel heeft overgemaakt tot wijziging van den datum der gemeenteverkiezingen, omdat een wetsvoorstel betreffende het drukken der kiezerslijsten werd aangenomen door de Bestendige Commissie voor Binnenlandsche Zaken, en omdat het wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 1 Maart 1922 werd ingediend op het bureel der Kamer.

III.

Het onderzoek van sommige bepalingen van de kieswetten heeft langer de aandacht beziggehouden van uwe Bijzondere Commissie.

1. Artikel 139 van het Kieswetboek bepaalt dat, zoo eene kiesafdeeling niet minder mag tellen dan 150 kiezers, dit cijfer kan gebracht worden op 600. Over het algemeen groepeeren de gemeentebesturen 600 kiezers in een zelfde kiesbureel.

Het samenbrengen van een zoo groot getal burgers in een kiesafdeeling levert geene bezwaren op zoo lang het, zelfs in geval van gelijktijdige verkiezing voor Kamer en Senaat, slechts kiesverrichtingen geldt.

Dit is niet meer het geval wanneer het geldt de kiesbrieven die in de stembussen zijn neergelegd te tellen.

De voorzitters van drie afdeelingen worden vereenigd om een stemopnemingsbureel te vormen, en zij onderzoeken al de kiesbrieven van hunne onderscheidenlijke afdeelingen.

Uwe Bijzondere Commissie, steunend op de ervaring opgedaan bij de laatste algemeene verkiezingen van 1925, is van oordeel dat het bijkomende werk dat opgelegd wordt aan de leden van de opnemingsbureelen in de groote arrondissementen als Antwerpen, Brussel, Charleroi, Gent en Luik overdreven is. Op elke lijst van kandidaten komen talrijke namen voor; de ingediende lijsten zijn talrijk; het nagaan van de voorkeurstemmen is buitengewoon vermoeiend; het gevaar vergissingen te begaan wordt steeds grooter; uwe Commissie vraagt aan de Regeering te onderzoeken of de opneming van de stemmen, die altijd gedaan wordt in de hoofdplaatsen van de kantons, voortaan niet zou kunnen toevertrouwd worden aan personen die niet het voorzitterschap van een stembureel hebben waargenomen.

2. Sedert 1910 worden, krachtens artikel 143 van het Kieswetboek, de personen die verondersteld worden de wetten te kennen, opgeroepen tot het voorzitterschap van de stembureelen en dus tot het vormen van de opnemingsbureelen.

In elke kiesomschrijving is de samenstelling van het hoofdbureel niet door dezelfde waarborgen omringd. Wel is het hoofdbureel voorgezeten door een voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg, maar de vier assessoren die hem bijstaan zijn de jongste kiezers van de kiesafdeeling die dit zelfde hoofdbureel heeft

geleid. Alleen de leeftijd komt in aanmerking voor de aanduiding van den toegevoegden kiezer.

Nu, sedert het invoeren van de Evenredige vertegenwoordiging en vooral van de lijstengroepeering, moet het hoofdbureel uitspraak doen over gewichtige rechtsvraagstukken en tal van berekeningen onderzoeken.

Krachtens artikel 189 van het Kieswetboek, heeft de Voorzitter van het bureel ongetwijfeld het recht berekenaars aan te werven om het bureel bij te staan in de telling; doch deze technici werken slechts onder toezicht van het bureel.

Wanneer uwe Bijzondere Commissie nogmaals in aanmerking neemt de bezwaren die opgerezen zijn bij de geldigverklaring van den uitslag der algemeene verkiezingen van 1925, is zij van gevoelen dat de aanwijzing der assessoren van het hoofdbureel, met uitsluitende inachtneming van den leeftijd der kiezers, eertijds gebillijkt was. Zij is van gevoelen, dat de Regeering zou moeten onderzoeken of de samenstelling der bureelen, waarvan sprake, niet dezelfde waarborgen zou moeten bezitten als de benoeming van de voorzitters der kiesbureelen.

3^e Sommige leden der Commissie hebben bezwaren aangevoerd tegen de gemeentelijke kieswet.

Zij meenen :

a) Dat het vereischte « Quorum » opdat eene kandidaten-lijst toegelaten worde bij de verdeeling der mandaten, niet hoog genoeg is.

b) Dat, na de geldigverklaring van hunne geloofsbrieven, de raadsleden die op onderscheidene lijsten werden gekozen, zich niet meer zouden mogen groepeeren dan indien de groepen, waartoe zij behooren, over een zeker getal mandaten beschikken. Met andere woorden : het zou niet mogen zijn dat de eenige vertegenwoordiger van eene partij, in een raad die andere partijen telt, met gelijke kracht, willekeurig de meerderheid aangeven aan eene of andere groep van den raad. Het gemeentebestuur zou moeten toevertrouwd worden aan de gekozenen der groepen die strekkingen vertoonen welke verdedigd worden door aanzienlijke kiesmachten van de gemeente.

c) Dat artikel 79 der gemeentewet zou moeten gewijzigd worden, ten einde aan de bestendige deputatiën der provinciale raden het recht te verleenen om de geloofsbrieven te onderzoeken der plaatsvervangende gemeenteraadsleden die opgeroepen worden om het onbeëindigd mandaat uit te oefenen van een gemeenteraadslid.

IV.

Over den financieelen toestand der gemeenten werden de navolgende aanmerkingen uitgebracht :

Een lid heeft doen opmerken dat, indien het aandeel, dat aan de gemeenten wordt toegekend, van de opbrengst van de inkomstenbelasting, aan een groot getal gemeentebesturen voldoende gemiddelen verschaft, en dat in deze gemeenten het financieele evenwicht verzekerd is, maar dat de inning door den Staat van het geheele bedrag der belasting, die onvermijdelijk eene vertraging medebrengt in de uitkeering aan het Gemeentecrediet van hare gemeentelijk deel, voor al de gemeenten moeilijkheden van financieelen aard medebrengt.

Uwe Commissie is van meening dat deze opmerking gegrond is.

Zij meent nochtans niet de wijzigingen te moeten aanduiden die zouden moeten gebracht worden aan de bepalingen van de organieke wet op de inkomstenbelasting,

wegens de gebeurtenissen die zich hebben voorgedaan in het tijdsverloop gelegen tusschen het oogenblik van de bespreking in de Commissie van het wetsontwerp en de indiening van het onderhavig verslag.

Een ander lid klaagde er over dat de Regeering al te lang wacht met hare goedkeuring van de belastingen door de gemeenteraden aangenomen.

Uwe Commissie is van meening dat, wanneer een gemeenteraad beslist een tweede maal eene belasting, waartoe reeds machtiging werd verleend, te heffen, het voorafgaand onderzoek waartoe het hooger bestuur overgaat, slechts dan een tweede maal zou moeten plaats hebben wanneer de belastingbetalers bezwaren hebben ingebracht tegen de nieuwe beslissing door den gemeenteraad getroffen.

V.

Een lid heeft in het licht gesteld dat de gemeentebesturen talrijke werken konden doen uitvoeren tot verbetering van den gezondheidstoestand der gemeenten, omdat de Staat, tot in 1925, voor deze werken eene toelage verleend had, die tot het derde van de uitgave beliep.

Dit lid verklaarde dat, in 1925, toelagen ten voordeele van de uitvoering dezer werken geweigerd werden en dat, in geval van verleening eener toelage, het bedrag minder dan het derde der uitgave beliep.

Uit inlichtingen die uwen verslaggever verstrekt werden, blijkt, dat de regelen volgens dewelke de verdeeling der toelagen geschiedt, in 1925, gewijzigd werden.

De Minister van Binnenlandsche zaken heeft besloten: ten eerste, dat de toelagen slechts zouden verleend worden voor werken waarvan het nut niet kan betwist worden en waarvan de onmiddellijke uitvoering noodzakelijk is; ten tweede, dat eene toelage slechts zou verleend worden wanneer de weigering van den Staat de uitvoering van het werk geheel onmogelijk zou maken, omdat de gemeentelijke macht al de belastingen heft die zij redelijkerwijs de belastingplichtigen kan opleggen.

Gezien den financieelen toestand van het land, kan uwe Commissie tot haar leedwezen aan de Regeering niet vragen, in de toekomst opnieuw de principes toe te passen die de verleening der toelagen regelden vóór 1925.

VI.

Een lid heeft opnieuw de argumenten aangevoerd die hij had doen gelden ten voordeele van eene verhooging van de toelage, aan de werken voor Kinderwelzijn toegekend, en heeft de critiek samengevat die onlangs in den Senaat voorgebracht werd aangaande de credietvermindering ten beloope van één millioen voor 1926; het lid vroeg ten slotte, dat dit crediet zou vastgesteld blijven op het cijfer van 14,287,500 frank, beloop van de toelage voor het dienstjaar 1925.

Het voorstel tot verhooging werd verworpen met 6 stemmen tegen 4 en eene onthouding.

VII.

Een lid heeft gevraagd waarom de Regeering besloten had hare tusschenkomst te beperken, in den strijd die aangeboden werd tegen de verspreiding van de geslachtsziekten, door alleen toelagen te verleen voor de uitgaven wegens behandeling van syphilislijders, terwijl de behandeling van de zieken lijdende aan blennorrhagie geheel ten laste gelegd is van de geneeskundige klinieken die hun raadgevingen en geneesmiddelen bezorgen.

De volgende nota wordt door den Minister aan uw verslaggever overgemaakt :
« De strijd tegen de verspreiding van geslachtsziekten heeft uitstekende uitslagen gehad wat betreft de syphilis; hij heeft geene uitwerking gehad wat betreft de blennorrhagie.

A. — Syphilis.

I. — Het getal syphilislijders die in 1920 op Staatskosten werden behandeld bedroeg 0.13 t. h.; in 1924, nog maar 0.06 t. h.

II. — De verhouding der besmettingen, in verband tot het geheel getal behandelde zieken — verhouding die het beste criterium uitmaakt om den gang van de syphilitische endemie te schatten — is gezakt van 25 t. h. (1919-1920) op 0.07 t. h. (1924).

B. — Blennorrhagie.

De slechte uitslagen van den strijd tegen de blennorrhagie zijn hoofdzakelijk toe te schrijven aan het feit dat men totnogtoe geen specifiek geneesmiddel kent voor deze ziekte.

Van dit standpunt uitgaande, heeft het ministerie, in verband met de besluiten van het verslag van den Hoogen Raad voor de Volksgezondheid, de volgende beperkende bepalingen getroffen :

1° Te rekenen vanaf 1 Januari 1926, mogen alléén de toegelaten instellingen (die alle in werking blijven) op Staatskosten de specifieke geneesmiddelen verstrekken ; deze machtiging wordt ingetrokken voor de niet toegelaten geneesheeren. De toestand is nog niet van zulken aard om aanzienlijker beperkingen te billijken ;

2° Sedert 1 October 1925, werd elke Staatstusschenkomst in de behandelingskosten van de blennorrhagie ingetrokken.

Uwe Commissie beslist, met tien stemmen tegen ééne onthouding, aan de Kamer voor te stellen dat zij het wetsontwerp zou goedkeuren zooals het door den Senaat werd overgemaakt.

De Verslaggever,

LIONEL PUSSEMIER.

De Voorzitter,

MAURICE LEMONNIER.

